



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 09 janvier 2024

N° 501

PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire



À l'approche de la Can, les opérations de déguerpissement se sont multipliées pour chasser les petites gens qui essaient de survivre en faisant du petit commerce aux abords des rues.

Can ou pas Can, l'exploitation continue, la lutte des travailleurs aussi !

- **Sommaire au verso**

Sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire : Can ou pas Can, l'exploitation continue, la lutte des travailleurs aussi !

Pages 4-8 : **Côte d'Ivoire** :

▶ Déguerpissements tous azimuts : cachez moi cette misère!

▶ Vous avez dit « fête du football » ?

▶ Attention à ne pas nous laisser bernier par tous ces ennemis des travailleurs !

▶ Œuvrons pour que 2024 soit une année de grève générale des travailleurs !

▶ Une baleine qui sera dévorée par les requins !

▶ 4^{ème} pont d'Abidjan : le Premier ministre a été accueilli comme il se doit !

▶ Nouvelle loi sur la nationalité : une manière de diviser les travailleurs !

▶ Harcèlements sexuels, droit de cuissage : des pratiques inhérentes à une société basée sur l'exploitation et l'oppression.

Pages 8-9 : **Mali** : quand Assimi Goïta prétend avoir libéré Tombouctou et Kidal.

Pages 9-10 : **International** : en 2024, une société à changer de fond en comble.

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 20 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT BP 42

92114 Clichy Cedex

Site internet: www.uatci.org

Éditorial

CAN OU PAS CAN, L'EXPLOITATION CONTINUE, LA LUTTE DES TRAVAILLEURS AUSSI !

Tel un griot vantant les mérites de son maître, Ouattara a fait son propre éloge dans son allocution de fin d'année. On a eu droit à des « j'ai fait ceci, j'ai fait cela ... ». En matière d'autosatisfaction, il est difficile de faire mieux. À écouter ses louanges, on croirait que le lait et le miel coulent à flot dans ce pays et que c'est la belle vie pour tout le monde.

C'est une insulte pour la grande majorité de la population qui souffre de la cherté de la vie, de l'insalubrité, de l'incapacité de l'État à faire fonctionner correctement les hôpitaux publics, à construire des logements sociaux à des prix abordables pour ceux qui ont des bas revenus, à assurer l'éducation de leurs enfants dans de bonnes conditions, etc.

C'est une insulte aussi pour les travailleurs de ce pays qui triment du matin au soir et qui ne perçoivent qu'un maigre salaire ne leur permettant même pas de rentrer chez eux tous les soirs. Ces millions de travailleurs qui sont à la base de toutes les richesses produites dans ce pays, sont considérés comme des esclaves, juste bons à être exploités pour enrichir les capitalistes qui, eux, mènent la belle vie, ici comme ailleurs.

La vie des travailleurs et de la grande majorité de la population qui vit misérablement, ne fait pas partie des préoccupations de Ouattara et de tous ceux qui dirigent ou veulent diriger ce pays. Eux, quand ils parlent de « performance économique », de « développement », de « progrès », « émergence » et autres qualificatifs, c'est toujours du point de vue de la classe des possédants, de ceux qui profitent du système capitaliste.

Cela ne doit pas nous étonner ni nous attrister mais au contraire nous convaincre que nous les travailleurs, nous n'avons rien à attendre de ces gens-là car ils ne sont que des serviteurs ou des candidats au poste de serviteurs de ce système capitaliste fondé sur l'exploitation des travailleurs et sur la recherche du profit maximum. Cela n'est pas propre à notre pays, c'est un système mondial dont la Côte d'Ivoire n'est qu'un maillon.

Si nous voulons changer notre sort, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, collectivement. Notre force c'est notre nombre et le rôle clé que nous jouons dans la production des richesses et dans tous les rouages de l'économie. Sans notre travail, le pays est paralysé. Si nous prenons conscience de la force de notre classe sociale, nous pouvons défendre nos

Intérêts par la grève et par la mobilisation dans nos quartiers.

Et c'est parce qu'ils craignent que notre colère n'explose au grand jour, que nos dirigeants profitent des festivités ou des compétitions sportives comme la CAN pour nous abreuver de discours patriotiques et nous faire croire que tous les habitants de ce pays, riches et pauvres, ont les mêmes intérêts. Pendant ce temps, l'exploitation continue de plus belle. De plus, pour soi-disant embellir les villes où vont se dérouler les matchs, le gouvernement a procédé à de nombreuses opérations de déguerpis-

sements en chassant les petites gens qui tentent de survivre en faisant du petit commerce le long des rues. Mais ce n'est pas parce qu'on va repousser la misère loin du regard des touristes et des journalistes qui vont affluer à l'occasion de la CAN qu'elle va disparaître pour autant.

L'opération publicitaire que le gouvernement veut faire autour de la CAN en montrant un pays propre, moderne et attractif ne trompera que ceux qui veulent fermer les yeux, se boucher le nez et les oreilles !

Côte d'Ivoire

DÉGUERPISSEMENTS TOUS AZIMUTS : CACHEZ-MOI CETTE MISÈRE !

L'organisation de la Can a donné à nouveau un prétexte aux autorités du pays pour s'en prendre aux pauvres. Elles ont lancé une campagne de déguerpissement aux abords des trottoirs de la ville d'Abidjan pour cacher aux touristes la misère qu'elles-mêmes ont contribué à générer.

Ainsi à Abobo Samaké, récemment les petits commerçants ont été chassés manu militari et leur étal ravagé par des bulldozers. C'est le même triste spectacle que l'on peut voir un peu partout sur les trottoirs des grandes artères de la ville. La nouveauté, c'est que les pelleteuses vont maintenant jusqu'à l'intérieur des quartiers, ce qui ne se faisait pas auparavant.

Certains quartiers de la commune de Yopougon en ont déjà fait les frais : Siporex, Gesco, Espace Ghandi, Temple de la joie, etc, tous ces endroits ont été démolis et les commerçants chassés. Même au Plateau, le premier acte du gouverneur du district d'Abidjan fraîchement nommé, a été de casser le marché Djè Konan, un endroit où les petits fonctionnaires et les petites gens travaillant dans ce centre-ville allaient se restaurer et se retrouver entre midi et deux.

La liste des endroits démolis est longue. Que vont faire toutes ces petites gens qui ont ainsi perdu leur gagne-pain pour vivre et faire vivre leur famille ? Où iront-elles ? Ça, c'est le dernier des soucis des autorités qui commanditent ce genre d'opération. Le gouvernement est incapable de régler un tant soit peu le problème du chômage qui gangrène la société. Mais quand il s'agit de s'en prendre aux pauvres, alors là, il y va à fond.



8 janvier 2024. Rassemblement des habitants de Boribana, un quartier populaire d'Abidjan, pour protester contre la destruction de leur quartier. À l'arrière-plan, on peut voir le 4^{ème} pont dont la construction vient de s'achever.

Il y a un adage populaire qui dit : « *Nos dirigeants, plutôt que de lutter contre la pauvreté comme ils prétendent, préfèrent lutter contre les pauvres* ». Cet adage prend tout son sens avec ce qui se passe actuellement.

VOUS AVEZ DIT « FÊTE DU FOOTBALL » ?

L'organisation de la Can a donné l'occasion à certains dirigeants de montrer leurs talents d'expert en « mangécratie ». À ce sujet, des polémiques sur certaines affaires ont enflé sur la toile et c'est loin d'être fini.

Il y a eu l'affaire des maillots officiels. Le Comité d'organisation de la Can, le Cocan, semblait vouloir exiger le port de ce maillot à tout spectateur ivoirien qui accède au stade. Il a annoncé qu'il allait traquer tout maillot ne provenant pas de ses structures officielles. Le coût de ce maillot a été fixé à 59 000 F, ce qui est proprement scandaleux ! Cette situation a fait jaser sur les réseaux sociaux. Certains ont dit qu'ils iraient au stade avec des maillots de leur choix. Toute cette polémique a obligé le Cocan à annoncer que le maillot officiel n'était pas obligatoire.

Ensuite il y a eu l'affaire de l'interdiction de la retransmission des matchs de la Can dans les maquis, restaurants et lieux publics. Là aussi, de nombreuses personnes ont protesté sur les réseaux sociaux. Les représentants du Cocan ont expliqué que ce n'est pas interdit mais « soumis à condition ». Belle hypocrisie !

ATTENTION À NE PAS NOUS LAISSER BERNER PAR TOUS CES ENNEMIS DES TRAVAILLEURS !

À l'occasion de la nouvelle année, les hommes politiques au service des riches y sont allés de leurs vœux. Chacun prépare déjà sa cuillère pour aller à la soupe en vue de la prochaine élection présidentielle de 2025.

Ils disent une chose aujourd'hui et diront le contraire demain si la voie qui mène à la mangeoire vient à changer.

Mais ce que ces derniers oublient trop souvent, c'est qu'à force pousser à bout de nerfs les pauvres, ils finiront par récolter une révolte. Et ils ne l'auront pas volée !

Toutes les occasions sont bonnes pour les organisateurs de ce tournoi pour s'en mettre plein les poches. Personne n'a oublié le scandale des 20 milliards dépensés pour le gazon qui n'a pas tenu à la première pluie au stade d'Ebimpé. Il y a sans doute d'autres magouilles et détournements d'argent de ce genre mais dont on n'a pas eu vent.

Ce n'est pas « la fête du football » comme le proclament les organisateurs de la Can, mais à coup sûr celle du business et de la magouille.



Quattara, à droite, montrant le maillot de l'équipe nationale.

Tidjane Thiam, le président du PDCI appelle à « *l'union des ivoiriens* » pendant que l'un de ses bras droits, Brédoumy Soumaïla, candidat au poste de secrétaire général du même parti, crache son venin ivoirite et xénophobe. Ainsi, leur parti joue sur les deux tableaux pour ratisser large.

Quant à Pascal Affi N'Guessan, frustré de ne pas avoir obtenu un poste à la man-

geoire auprès de Ouattara malgré son quasi-ralliement au Rhdp, il revêt de nouveau son costume de « *rassembleur* ». C'est que depuis toutes ces années à l'écart du pouvoir, il doit avoir bien faim !

Adama Bictogo, qui espère certainement représenter le Rhdp à la place de Ouattara, parle « *d'année de fraternité* », même s'il pense le contraire et prépare peut-être la guerre ! D'ailleurs, un membre du Rhdp a déjà dit : « *la victoire, rien que la victoire* ».

De son côté, Simone Gbagbo parle de « *réconciliation vraie entre filles et fils du pays* » tout en essayant d'opposer les populations dites autochtones avec celles qu'elle désigne comme issues de

l'immigration. C'est un langage de xénophobe dont elle est coutumière et qu'elle essaie de remettre sur le tapis pour remobiliser sa clientèle politique. Ça sent la pourriture à plein nez !

On aurait pu passer en revue les propos des autres politiciens ayant pignon sur rue tels que Gbagbo, Soro Guillaume, Blé Goudé et consorts. Comme tous les autres, ils peuvent dire tout et son contraire selon leurs intérêts du moment. Comme le dit si bien Stéphane Kipré, le vice-président du parti de Gbagbo : « *je suis 100% homme politique, 100% chrétien et 100% homme d'affaires* ».

En conclusion, méfions-nous à 100% de tous ces bonimenteurs et démagogues !

ŒUVRONS POUR QUE 2024 SOIT UNE ANNÉE DE GRÈVE GÉNÉRALE DES TRAVAILLEURS !

Dans son discours de fin d'année, Ouattara, en tant que garant des intérêts des riches, a remercié les dignitaires des centrales syndicales d'avoir signé la « *trêve sociale* », c'est-à-dire l'engagement de ne pas mobiliser les travailleurs pour faire la grève mais de s'asseoir à la « *table de négociation* ». Ce qui leur permet de jouer le rôle de l'avocat des travailleurs et en même temps de « *pompier social* » auprès de l'État et des grands patrons en cas de grève.

Les capitalistes ont en effet besoin d'une certaine « *paix sociale* » pour tirer le maximum de profit de l'exploitation des travailleurs. Pour cela, ils sont prêts à lâcher quelques miettes pour acheter la complicité de ceux qui sont reconnus officiellement comme des représentants des travailleurs.

Pour autant, la « *trêve sociale* » signée d'année en année n'est pas une garantie car les travailleurs ne suivent pas forcément les consignes de ces centrales syndicales et ils ont bien raison car ceux qui

dirigent ces syndicats sont loin des préoccupations des travailleurs et sont prêts à trahir les grèves au profit de leurs intérêts de boutique.

Face aux travailleurs en lutte, lorsque ces pompiers de service ne parviennent pas à éteindre le feu, l'État dispose des forces de « *maintien de l'ordre* », la police et l'armée, pour les réprimer.

Dans la situation actuelle où les travailleurs font face à toutes sortes d'augmentations du coût de la vie et d'aggravation des conditions de travail, ce ne sont pas les signatures des centrales syndicales sur la feuille de la « *trêve sociale* » qui les empêcheront de lutter pour défendre leurs intérêts vitaux. La colère du monde du travail finira bien par exploser tôt ou tard à la figure des capitalistes et de leurs laquais au pouvoir et dans le mouvement ouvrier.

La grève générale des travailleurs, c'est le meilleur vœu qu'on peut souhaiter pour 2024 !

UNE BALEINE QUI SERA DÉVORÉE PAR LES REQUINS !

Tel un père Noël, Ouattara nous a fait miroiter pour 2027 les prétendus bénéfices du projet d'exploitation du gisement de gaz intitulé d'un nom bien évocateur, la « *baleine* ».

Pour sûr, la multinationale italienne qui en aura l'exploitation en tirera de gros profits. Pour ce qui est des populations pauvres, il suffit d'interroger le passé, voire le présent, pour imaginer ce qu'elles en tireront.

Nulle part les découvertes de ce genre ne se sont traduites par un progrès pour les populations, bien au contraire. Au Nigéria, la convoitise des grandes puissances autour de la découverte du pétrole a donné naissance à la guerre de Biafra entre 1967 et 1970. Aujourd'hui, ce pays fait toujours partie de l'OPEP (Organisation des pays producteurs de pétrole) mais qui en profite ? Certainement pas la population dont une grande partie continue de vivre dans l'extrême pauvreté.

Au Soudan, ils sont déjà au nombre de 6 millions qui meurent de famine, à cause de la guerre pour le contrôle du pétrole. En République Démocratique du Congo (RDC) dont le sol est réputé être l'un des plus riches du monde, il y a de nombreuses « *baleines* » mais les guerres que se livrent les seigneurs de guerre pour mettre sous leur coupe ces vastes territoires riches en minerais tant recherchés par les capitalistes ont déjà fait 6 millions de morts, 4 millions de déplacés et des populations dévastées par la misère et la pauvreté.

Alors, dans ce monde dominé par l'argent, les « *baleines* » et autres projets de ce genre sont faits pour enrichir avant tout les capitalistes des grandes puissances. Les capitalistes locaux récolteront évidemment leur part du gâteau. Les hommes politiques qui se disputent le pouvoir auront aussi le droit de ramasser les miettes tombées de la table bien garnie de ces messieurs les capitalistes.

4^{EME} PONT D'ABIDJAN : LE 1^{ER} MINISTRE A ÉTÉ ACCUEILLI COMME IL SE DOIT !

Les travailleurs du 4^{ème} pont d'Abidjan ont manifesté bruyamment le lundi 18 décembre 2023 pour dénoncer une fois encore les mauvaises conditions de travail qu'ils subissent.

Ce pont est réalisé par CSCEC, une entreprise chinoise qui à son tour a engagé trois sociétés de placement de main-d'œuvre, à savoir : GTS, SAER et SNS. Ce sont elles qui ont en charge le recrutement, la paye des salaires ainsi que la déclaration des travailleurs à la Cnps. Ces ouvriers sont tous considérés comme des journaliers payés à la quinzaine alors que certains ont plus de deux ans de présence.

Sur ce chantier, presque chaque année les travailleurs font grève pour dénoncer les bas salaires, la précarité des contrats, la non-déclaration à la Cnps, les renvois abusifs, etc.

Ce lundi 18 décembre ils se sont de nouveau mis en grève et ont bloqué toutes les activités pour se faire entendre. Ça tombait bien puisque c'était le jour de la visite du Premier Ministre sur ce chantier. À moins d'un mois du début de la Can, le chantier n'était toujours pas fini, ça commençait donc à urger. Ce qui explique le déplacement du Premier Ministre. C'était aussi une occasion à saisir pour les travailleurs en lutte.

Donc c'est très tôt le matin qu'ils se sont rassemblés sur lieu qu'ils avaient fixé entre eux la veille. Aux environs de 10H, ils étaient plusieurs centaines à s'attrouper sur le pont. La police a tenté de les disperser, mais elle s'est vite rendue compte que les grévistes étaient déterminés et surtout que leur nombre ne faisait qu'augmenter.

Pour calmer l'ardeur des travailleurs avant l'arrivée du Premier Ministre, le coordina-

teur de L'Ageroute a été dépêché sur le lieu mais il n'y est pas parvenu. C'est finalement le Premier Ministre lui-même qui a mis le pied à terre pour s'entretenir avec les travailleurs, en présence de tous. Pour les amadouer, il a promis que toutes leurs préoccupations seront prises en compte le lendemain. Il a ensuite donné trois millions aux travailleurs pour « *les fêtes de fin d'année* ». Une miette pour plus de 400 travailleurs.

Le lendemain de leur mouvement, quelques travailleurs ont reçu des contrats à durée indéterminée, mais qu'est-ce que cela signifie puisque la fin des travaux est prévue pour fin février? Autant dire que c'est juste une manière de diviser les travailleurs.

Pour le moment, les travailleurs, anciens comme nouveaux, continuent de se mobili-

ser pour « *les droits de fin contrat* ». C'est leur mobilisation qui a obligé le chef du gouvernement à les écouter, C'est avec ce même genre d'actions et de mobilisation qu'ils ont une chance d'obtenir leurs dus.



Rassemblement des ouvriers du chantier du quatrième pont d'Abidjan lors d'une journée de grève, le 20 octobre 2020. (Photo DR)

NOUVELLE LOI SUR LA NATIONALITÉ : UNE MANIÈRE DE DIVISER LES TRAVAILLEURS !

Le 27 décembre dernier, les députés ont adopté un projet de loi qui modifie la loi sur l'acquisition de la nationalité ivoirienne par le mariage avec un ivoirien ou une ivoirienne. Auparavant, l'acquisition de la nationalité était automatique avec le mariage. Désormais, il faut que le « *non-ivoirien* » ou la « *non-ivoirienne* » fasse la preuve de son intérêt pour la nationalité ivoirienne et fasse une période probatoire de 5 ans qui est réduite à 3 si deux enfants sont nés du mariage.

Comme partout dans le monde, quand il s'agit d'exploiter les travailleurs, le capitaliste ne fait pas de distinction entre travail-

leurs « *immigrés* » et autres. L'essentiel pour lui, c'est qu'il en tire le maximum de profit en l'exploitant.

Par contre, les riches en Côte d'Ivoire comme partout ailleurs trouvent toujours les moyens de diviser les travailleurs en les catégorisant en journalier, embauché, en CDD, en CDI, etc. Et comme cela ne leur suffit pas, ils viennent encore ajouter : ivoirien, immigré, avec papier, sans papier, etc.

Pour nous les communistes, le prolétaire n'a pas de patrie ! Sa patrie, c'est l'humanité !

HARCELEMENTS SEXUELS, DROIT DE CUISSAGE : DES PRATIQUES INHÉRENTES À UNE SOCIÉTÉ BASÉE SUR L'EXPLOITATION ET L'OPPRESSION

La fédération sportive de taekwondo est secouée en ce moment par un scandale de harcèlement sexuel et de droit de cuissage.

Tout est parti des plaintes d'une athlète plusieurs fois médaillée qui s'est plaint de

ne pas avoir été sélectionnée dans l'équipe nationale suite à son refus de céder aux avances de son entraîneur. Pour cela, elle a d'abord adressé des courriers de protestation à sa fédération. Mais elle s'est heurtée à un mur. Elle ne s'est pas arrêtée là. Elle

s'est adressée à son ministère de tutelle, un cran plus haut, pour se faire entendre. Dès que l'affaire a éclaté, ça a été comme un déclic. Les langues ont commencé à se délier. Des témoignages d'autres athlètes filles ont commencé à fuser de toutes parts, attestant que ce type de pratiques est généralisé dans cette fédération.

Comme pour éviter que l'affaire ne prenne une tout autre dimension, la fédération s'est empressée de virer les personnes mises en cause. Cela ne règlera rien au problème.

Nous vivons dans une société capitaliste foncièrement injuste et inégalitaire où les forts écrasent les faibles sans vergogne. Dans cette société, les femmes sont la plupart du temps reléguées au second plan et souvent considérées comme de simples objets sexuels. C'est révoltant et c'est tant mieux si les victimes sont nombreuses à dénoncer ce qu'elles subissent. Elles peuvent compter sur la solidarité de tous ceux qui comme nous, veulent changer la société de fond en comble.

Mali

QUAND ASSIMI GOÏTA PRÉTEND AVOIR LIBÉRÉ TOMBOUCTOU ET KIDAL



Des troupes de la Minusma abaissent le drapeau de l'ONU avant leur départ de Bamako, le 11 décembre 2023. (S. Ouedraogo / AP)

Après 10 ans de présence au Mali, l'ONU, à la demande des autorités maliennes, a mis officiellement fin à la Minusma le 31 décembre 2023 en fermant sa dernière base militaire de Tombouctou. Les soldats français de l'opération Barkhane avaient, quant à eux, déjà quitté le Mali en 2022.

Officiellement, le drapeau malien flotte sur Kidal, Tombouctou et autres localités du Nord et du Centre du pays mais la réalité sur le terrain est toute autre. L'armée malienne, même avec l'aide des mercenaires de Wagner (devenu Africa Corps depuis la mort brutale de son dirigeant Prigogine) ne parvient pas à mettre fin à l'activité des groupes armés de toute obédience qui continuent de semer la terreur sur les populations de ces régions.

En fait, c'est depuis des années que ces populations sont prises en étau entre les exactions de l'armée malienne et celles des bandes armées. La présence des Casques bleus de la Minusma durant 10 ans n'ont absolument rien changé à la situation, celle des troupes françaises non plus.

Les communiqués triomphalistes du gouvernement maliens font états de « frappes chirurgicales » lancées par des drones et qui ne tueraient que des « terroristes ». Ces communiqués ne trompent que ceux qui veulent les croire. Il y a de nombreuses victimes civiles dans ces bombardements mais les putschistes qui ont pris le pouvoir à Bamako font tout pour cacher la vérité. Ceux qui osent critiquer leur régime risquent de se retrouver en prison. Il n'y a de la place que pour les applaudisseurs.

En plus de l'insécurité permanente dans laquelle ils vivent, les habitants de Tombouctou sont victimes de pénuries de denrées de toutes sortes du fait que le transport de marchandises par la route comme par la voie fluviale est devenue impossible à cause des attaques fréquentes des groupes armés. La flambée des prix consécutive à la pénurie n'a fait qu'aggraver la misère au sein de la population pauvre.

Cela n'empêche pas le gouvernement d'Assimi Goïta ainsi que les médias locaux à

sa solde de chanter qu'il a libéré Tombouctou et Kidal.

International

EN 2024, UNE SOCIÉTÉ À CHANGER DE FOND EN COMBLE

(Nous reproduisons ci-dessous l'éditorial de l'hebdomadaire de nos camarades de Lutte Ouvrière, daté du 4 janvier 2024)

Pour inaugurer cette nouvelle année, difficile de trinquer à la paix dans le monde sans avaler de travers, tant la guerre et la crise plongent de plus en plus de peuples dans la barbarie !

En Ukraine, la « campagne d'hiver » s'engage et promet à la population de nouveaux mois de privations. Et encore combien de morts et de blessés parmi les soldats russes et ukrainiens terrés dans les tranchées, dans cette guerre où les puissances impérialistes et la Russie s'affrontent, quel qu'en soit le prix pour les Ukrainiens ?

C'est aussi avec l'aval et l'aide matérielle des grandes puissances, États-Unis en tête, que l'État d'Israël a les mains libres pour continuer le massacre à Gaza. En quelques semaines, la guerre a déjà fait plus de 21 000 victimes et, pour écraser la population palestinienne, Netanyahu annonce qu'elle est partie pour durer.

De l'autre côté de l'Atlantique, la tension monte dans la région de l'Essequibo, attribuée au Guyana à la fin du 19^e siècle par les puissances coloniales et revendiquée par le Venezuela voisin. Le gouvernement vénézuélien a déterré la revendication de ce territoire non sans calculs politiques, à la veille d'élections, mais aussi par nécessité. Le groupe pétrolier américain ExxonMobil se détourne en effet du pétrole vénézuélien au profit des réserves immenses découvertes au Guyana.

Au nom du respect de frontières héritées du partage impérialiste du monde, les États-Unis affirment leur soutien au gou-

vernement du Guyana et l'ancienne puissance coloniale britannique a envoyé un navire de guerre patrouiller au large de ses côtes... La défense des droits du petit Guyana contre son voisin a une forte odeur de pétrole, dont les grands groupes impérialistes continueront à rafler la plus grosse part, en imposant leurs conditions.

Les mêmes ingrédients mettent à feu et à sang de nombreuses régions du continent africain où, quand on ne meurt pas sous les balles, on risque de mourir de faim. C'est le cas au Soudan, où la famine menace six millions de personnes. En République démocratique du Congo, la guerre civile dure depuis des années dans la région du Kivu, pour mettre la main sur les richesses du sous-sol, parmi lesquelles le coltan. Elle aurait déjà fait six millions de morts et près de quatre millions de réfugiés. Et toujours, derrière les milices locales et les interventions d'États africains voisins, on retrouve l'impérialisme à la manœuvre, pour assurer les profits de multinationales auxquelles ces matières premières sont essentielles. Les effets du réchauffement climatique aggravent encore la situation de millions de femmes, d'hommes et d'enfants, contraints à l'exil.

La bourgeoisie est incapable de maîtriser les contradictions de son propre système et la guerre économique acharnée que se livrent les différentes puissances conduit à la guerre tout court et à sa généralisation. C'est à ce prix que les marchés financiers sablent le champagne en cette fin d'année, qui voit les Bourses mondiales engranger une pluie de records et Françoise Bettencourt Meyers, l'héritière de L'Oréal, sacrée

« femme la plus riche du monde », avec une fortune personnelle de plus de 100 milliards de dollars.

Ici, les travailleurs ne payent pas encore le prix du sang, mais celui d'une vie toujours plus difficile, d'espairs rétrécis, de salaires tout juste suffisants pour garder la tête hors de l'eau et de conditions de travail de plus en plus dures.

Macron a beau tenter de nous vendre le rêve des Jeux olympiques, les prouesses des athlètes ne rempliront pas les frigos et les infrastructures construites à coup de milliards pour ces grands jeux du fric ne mettront pas à l'abri les milliers d'enfants, de femmes et d'hommes contraints de dormir dehors.

Les raisons d'espérer pour l'avenir, les travailleurs ne les trouveront pas dans les « *fiertés françaises* » de Macron, pas plus que dans les promesses de ses concu-

rents politiques, qui tous respectent ce système dirigé par les capitalistes.

Aujourd'hui comme hier, les raisons d'espérer des opprimés résident dans leurs propres forces, dans leurs capacités à se dresser contre leurs exploitateurs.

La classe ouvrière, dont le travail fait tourner toute la société, n'est pas condamnée à subir, à voir ses conditions de vie sombrer pour les profits des capitalistes. Elle n'est pas condamnée à se laisser diviser suivant le type de contrat, la couleur de peau ou la nationalité. Elle n'est pas condamnée à envoyer ses enfants se faire trouser la peau pour les intérêts des puissants.

En reprenant conscience de leur force, en renouant avec les idées communistes révolutionnaires, les travailleurs n'ont rien à perdre que leurs chaînes et tout un monde à gagner. Ces mots de Marx sont notre meilleure perspective d'avenir.



Ce que nous voulons

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.